

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN Volksvertegenwoordigers

COMPTE RENDU INTÉGRAL COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG VERTAALD BEKNOPT VERSLAG VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

mercredi woensdag

30-06-2004 30-06-2004

Matin Voormiddag

cdH centre démocrate Humaniste CD&V Christen-Democratisch en Vlaams ECOLO Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales FΝ Front National MR Mouvement réformateur N-VA Nieuw-Vlaamse Alliantie

PS Parti socialiste

sp.a-spirit Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht VLAAMS BLOK Vlaams Blok

VLD Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications : Afkortingen bij de nummering van de publicaties : DOC 51 0000/000 Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de DOC 51 0000/000 Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer base et du n° consécutif QRVA QRVA Questions et Réponses écrites Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte) CRIV voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV CRABV Compte Rendu Analytique (couverture bleue) Beknopt Verslag (blauwe kaft) Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu CRIV intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit CRIV Integraal Verslag,met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de des interventions (avec les annexes) bijlagen) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN séance plénière PLEN plenum СОМ réunion de commission СОМ commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers Bestellingen : Commandes:

Place de la Nation 2 Natieplein 2 1008 Bruxelles 1008 Brussel Tél.: 02/549 81 60 Tel.: 02/549 81 60 Fax: 02/549 82 74 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be www.deKamer.be e-mail: pub

e-mail : pu

10

10

15

SOMMAIRE

Question de M. François-Xavier de Donnea au 1 ministre de la Défense sur "le bilan à ce jour de la coopération militaire belge en République démocratique du Congo" (n° 3179)

Orateurs: François-Xavier de Donnea, André Flahaut, ministre de la Défense

Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de 7 la Défense sur "les recrutements pour l'armée belge" (n° 3235)

Orateurs: Hilde Vautmans, André Flahaut, ministre de la Défense

Questions jointes de

- Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "l'état des cimetières militaires belges" (n° 3236)
- Mme Frieda Van Themsche au ministre de la Défense sur "l'état déplorable des cimetières militaires de la Première Guerre mondiale dans le Westhoek" (n° 3264)

Orateurs: Hilde Vautmans, André Flahaut, ministre de la Défense, Frieda Van Themsche, Robert Denis

Question de Mme Josée Lejeune au ministre de la Défense sur "les conditions pécuniaires liées au déploiement de troupes en temps de paix" (n° 3250)

Orateurs: Josée Lejeune, André Flahaut, ministre de la Défense

INHOUD

Vraag van de heer François-Xavier de Donnea 1 aan de minister van Landsverdediging over "de huidige stand van zaken met betrekking tot de Belgische militaire samenwerking in Democratische Republiek Congo" (nr. 3179)

Sprekers: François-Xavier de Donnea, André Flahaut, minister van Landsverdediging

Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de 7 minister van Landsverdediging over rekruteringen voor de Belgische krijgsmacht" (nr. 3235)

Sprekers: Hilde Vautmans, André Flahaut, minister van Landsverdediging

10 Samengevoegde vragen van

10 - mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van 10 Landsverdediging over "de toestand van de Belgische militaire kerkhoven" (nr. 3236)

- mevrouw Frieda Van Themsche aan de minister van Landsverdediging over "de erbarmelijke toestand van de militaire kerkhoven van Wereldoorlog I in de Westhoek" (nr. 3264)

Sprekers: Hilde Vautmans, André Flahaut, minister van Landsverdediging, Frieda Van Themsche, Robert Denis

Vraag van mevrouw Josée Lejeune aan de minister van Landsverdediging over "de geldelijke bepalingen met betrekking tot het inzetten van troepen in vredestijd" (nr. 3250)

Sprekers: Josée Lejeune, André Flahaut, minister van Landsverdediging

COMMISSION DE LA DEFENSE **NATIONALE**

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 30 JUNI 2004

du

MERCREDI 30 JUIN 2004

Voormiddag

Matin

Les questions et les interpellations commencent à 10.41 heures.

Président: M. Philippe Monfils.

De vragen en interpellaties vangen aan om 10.41 uur.

Voorzitter: de heer Philippe Monfils.

01 Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre de la Défense sur "le bilan à ce jour de la coopération militaire belge en République démocratique du Congo" (n° 3179)

01 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Landsverdediging over "de huidige stand van zaken met betrekking tot de Belgische militaire samenwerking in de Democratische Republiek Congo" (nr. 3179)

01.01 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, début 2003 ou vers la mi-2003, le gouvernement a entamé ce que je pense être une initiative courageuse, à savoir la reprise de la coopération militaire avec la République démocratique du Congo.

Il y a eu, je vous le rappelle brièvement, l'opération "Artémis" en Ituri, à laquelle nous avons participé avec des transports tactiques et stratégiques ainsi que de l'assistance médicale. Il y a eu ensuite, en août 2003, une visite du ministre de la Défense au Congo où, à cette occasion, il avait annoncé la reprise du dialogue avec le Congo, dans le cadre de ce qu'il appelait un programme de partenariat militaire. A partir de septembre 2003, nous avons accueilli dix candidats officiers congolais à l'Ecole royale militaire. C'est particulièrement important de former les futurs officiers en Belgique car cela crée des connivences, des affinités, des amitiés qui peuvent faciliter ultérieurement d'autres coopérations, d'autres collaborations ou d'autres partenariats entre les Forces armées belges et congolaises. Enfin, last but not least, il y a eu l'opération "Avenir" à Kisangani de janvier à juin 2004. A partir d'août 2004, nous commencerons, si je suis bien informé, la formation d'instructeurs à Kinshasa: 45 militaires belges devraient former 250 à 300 formateurs congolais.

Je pense que le moment est venu de faire le bilan de ces opérations et surtout de voir dans quelle politique globale cohérente et dans quelle vision d'avenir à long terme elles peuvent s'inscrire, ainsi que ce que pourraient être d'autres initiatives à l'avenir.

Je pense en effet que nous avons bien fait d'y aller pas à pas et de façon très pragmatique. Je m'en réjouis vivement mais il faut éviter que ce qui était une initiative courageuse devienne une initiative téméraire. Il est donc important d'inscrire ces initiatives, je le répète, dans un plan global et une vision à long terme de l'avenir.

01.01 François-Xavier Donnea (MR): In 2003 hervatte de regering de militaire samenwerking met de Democratische Republiek Congo.

Zo werkten we, op het vlak van vervoer en medische bijstand, mee aan de operatie 'Artemis' in Ituri. Naar aanleiding van het bezoek van de minister van Landsverdediging aan Congo in augustus 2003, kondigde hij de hervatting van de dialoog aan, in het raam van een programma van militair partnerschap. In september 2003 al, deden tien Congolese kandidaat-officieren hun intrede in de Koninklijke Militaire School. de opleiding toekomstige officieren in België, zullen tussen de Belgische en de Congolese krijgsmacht nieuwe samenwerkingsvormen mogelijk worden. Tot slot liep in Kisangani van januari tot juni 2004 de operatie 'Avenir'.

Voorts zouden vanaf augustus 2004 45 Belgische militairen 250 à 300 Congolese instructeurs moeten opleiden in Kinshasa.

De plus, ne doit-on pas introduire certaines conditions à cette coopération, comme d'ailleurs à la coopération au développement et à toutes les coopérations que l'on peut développer non seulement avec le Congo mais aussi avec d'autres pays? Ne faut-il pas poser certaines conditions concernant l'aboutissement du processus de reconstruction de l'Etat de droit? Ne doit-on pas arrêter certaines conditions quant à la lutte contre la corruption et le népotisme qui refleurissent de plus belle dans certains secteurs du Congo?

La presse nous apprend que MM. Michel et Flahaut avaient déposé, début mai, au Conseil des ministres, un document reprenant toutes les initiatives possibles pour poursuivre un appui à la formation de l'armée. Où en est-on en la matière? Je suppose que l'une des conséquences de cette discussion est l'envoi de 45 instructeurs à Kinshasa. Je voudrais savoir s'il y a d'autres initiatives dans cette note, approuvées ou susceptibles de l'être prochainement par le gouvernement. Quelles sont-elles?

En ce qui concerne le résultat de l'opération menée à Kisangani, je voudrais demander au ministre où sont et que font actuellement les unités formées? Sont-elles régulièrement payées, équipées et nourries? C'est, en effet, une des appréhensions que l'on peut avoir. Si elles ne sont pas "entretenues" en étant régulièrement payées, nourries, équipées, si elles ne poursuivent pas un minimum d'entraînement permanent, etc., ces unités risquent de devenir des bombes à retardement et de fournir des effectifs qui se livreront fatalement, à nouveau, au pillage et à d'autres exactions pour pouvoir survivre et se nourrir dans un environnement extrêmement difficile.

Enfin, ces unités font-elles partie ou vont-elles faire partie des 10.000 hommes qui sont actuellement envoyés à l'est du Congo par le gouvernement congolais et notamment à Kisangani? Va-t-on les maintenir à Kisangani ou va-t-on, au contraire, les déplacer vers l'Ituri, le Nord ou le Sud-Kivu?

Voilà, monsieur le ministre, quelques questions qui me viennent à l'esprit. Un an après le début de la reprise de la coopération militaire belge, je pense qu'il est bon que le parlement puisse entendre, de votre bouche, ce que sont votre vision à long terme et le plan global cohérent que vous développez, indépendamment des quelques questions plus ponctuelles et anecdotiques - mais pas insignifiantes qui pourraient découler de la réponse que le gouvernement congolais donne ou ne donne pas à ces problèmes.

Monsieur le président, telles sont les questions que je voulais poser aujourd'hui au ministre de la Défense.

Het ogenblik is gekomen om de balans van die operaties op te maken, om na te gaan van welk globaal beleid en toekomstvisie ze deel uitmaken en om toekomstige initiatieven te plannen.

Men moet echter pragmatisch zijn en stapsgewijze tewerkgaan ; de regering heeft een moedig initiatief genomen, maar zij mag niet in roekeloosheid vervallen.

Zou men in dat kader die samenwerking niet aan voorwaarden moeten onderwerpen. zoals bijvoorbeeld de wederopbouw van de rechtstaat en de strijd tegen de corruptie en het nepotisme die in Congo opnieuw welig tieren?

De heren Michel en Flahaut hebben in mei bij de Ministerraad een document ingediend waarin initiatieven de mogelijke ondersteuning van de opleiding van het leger worden opgesomd. zit daarmee? het veronderstel dat het zenden van instructeurs naar Kinshasa een van de uitvloeisels daarvan is. Welke andere initiatieven worden in die nota uiteengezet?

Wat de operatie in Kisangani betreft, waar bevinden opgeleide eenheden zich en wat doen zij? Ontvangen zij soldij, krijgen zij de nodige uitrusting en voedsel? Het is immers moeilijk om in die moeiliike omstandigheden te overleven en als zij niet worden "onderhouden", dreigen zij opnieuw aan het muiten te slaan.

Zullen die eenheden ten slotte deel uitmaken van de 10.000 manschappen die momenteel naar het oosten van Congo en naar Kisangani werden gestuurd? Zullen Kisangani ze in gestationeerd blijven of zullen ze naar Ituri, Noord of Zuid-Kivu worden overgeplaatst?

01.02 André Flahaut, ministre: Monsieur le président, tout d'abord, je voudrais dire que je suis toujours demandeur de cette installation de la commission commune Chambre et Sénat pour le Suivi des opérations militaires. J'espère que, lors d'une prochaine réunion de concertation entre les deux assemblées, on arrivera à mettre sur pied cette commission commune. En effet, la commission pour le Suivi des opérations militaires est celle où je donne le maximum d'informations, tant sur la préparation des opérations que sur la façon dont elles se déroulent, leur suivi, les aspects techniques de mise en œuvre de matériel et la sécurité. J'ai d'ailleurs demandé à M. Mahoux, qui préside cette commission au Sénat, d'en organiser une réunion; elle aura lieu le jeudi 8 juillet prochain. Sans vouloir m'immiscer dans l'organisation du travail, peut-être pourrait-on accélérer le processus car il serait bon d'avoir une commission conjointe Chambre et Sénat pour le suivi de ces opérations.

Comme vous le rappelez, le partenariat militaire, selon la terminologie adoptée, n'est qu'un des éléments de l'ensemble de la politique du gouvernement et de sa politique étrangère à l'égard du Congo. Pour rappel, nous nous sommes engagés à fournir aux autorités congolaises un appui à la restructuration et à l'intégration des forces armées. En collaboration avec les partenaires congolais - il était important qu'ils fassent leur part du travail -, une réflexion stratégique a été entamée, réflexion qui avait pour but l'établissement d'un plan à long terme pour l'armée, prévoyant l'intégration des unités de toutes les composantes et entités, une vision de la structure future des forces armées et un plan de transition vers de nouvelles structures.

Il est bien entendu que ce plan entend éviter d'entamer une action pour repartir ensuite sans perspective, mais ces processus d'intégration et de restructuration prendront évidemment un temps considérable. De plus - nous avons été très clairs dès le début -, il est impossible pour la Belgique d'agir seule. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un appel à la communauté internationale, aux niveaux africain et international. Il est également évident que cette opération ne peut être menée qu'en établissant des contacts et des liens étroits avec tout ce qui concerne les démobilisations, le désarmement, toutes politiques qui dépendent plus particulièrement de la Coopération au développement.

Pour donner une idée sur le court terme en vue de rendre visible et concrète la situation sur le terrain, voilà où nous en sommes. A la fin de l'année dernière, nous avons répondu à leur demande de former une brigade mixte, la première brigade intégrée congolaise. C'est la brigade prototype en quelque sorte puisqu'il s'agissait de la première expérience. Il s'avérait nécessaire de leur donner une formation aux opérations de maintien de la paix.

Een jaar na de hervatting van de Belgische militaire samenwerking, het Parlement langetermijnvisie en het algemeen plan, waaraan u werkt, moeten de kennen, los van meer prangende vragen die rijzen bij de manier waarop de Congolese op die problemen regering reageert.

01.02 Minister André Flahaut: Eerst en vooral herinner ik eraan dat ik nog steeds vragende partij ben voor de oprichting van een gemeenschappelijke commissie van Kamer en Senaat voor de follow-up militaire van de operaties. Ik geef de meeste informatie zowel over voorbereiding van de operaties als over hun verloop en hun voortgang in de senaatscommissie voor de Opvolging van de buitenlandse missies. Deze commissie vergadert op 8 juli eerstkomend onder leiding van de heer Mahoux. Het is misschien nuttig voor deze zaak een gemengde commissie Senaat Kamer en van organiseren.

Het beleid van de regering ten aanzien van Congo omvat meer dan de militaire samenwerking alleen. We hebben ons ertoe verbonden de herstructurering en de integratie van de Congolese strijdkrachten te ondersteunen. Samen met hen hebben we nagedacht over een strategie om een langetermijnvisie voor het leger te ontwikkelen waarbij uitgegaan wordt van de integratie van de eenheden, een visie op de legerstructuur en een toekomstgericht overgangsplan.

Dit integratie- en herstructureringsproces is een werk van lange adem. Bovendien kan België niet op eigen houtje handelen. We hebben dan ook een beroep de internationale op gemeenschap. Deze operatie mag niet losstaan van de demobilisatie en de ontwapening.

Ce sont les Congolais qui ont choisi l'endroit où se donnerait cette formation, ce possible partenariat: à Kisangani et avec trois bataillons. Ils s'occupaient de la première partie, c'est-à-dire du rassemblement, du brassage. Ensuite, les soldats étaient envoyés chez nous où ils recevaient cette formation spécifique aux opérations de maintien de la paix.

L'instruction a commencé en janvier dernier et s'est terminée au moment prévu. Il était important de respecter les calendriers de début et de fin des opérations. Dans le cas contraire, on serait tombé dans une atmosphère plus laxiste, laissant aux Belges le soin de tout faire, n'accordant aucune importance à la nécessité de se presser. Il fallait observer le calendrier, lequel a été respecté de part et d'autre.

A un certain moment, la population aurait souhaité que l'on reste plus longtemps, compte tenu des événements. Mais notre crédibilité voulait que l'on définisse la bonne suite des opérations. Par conséquent, il était nécessaire de respecter les échéances fixées surtout pour nos instructeurs, d'autant plus que ceux qui étaient sur place pour la formation ne détenaient aucun mandat pour intervenir en un autre endroit du pays. C'est ce qui a justifié notre attitude.

Je voudrais souligner également que cette formation dispensée par les paras était une première expérience aussi pour eux. C'était le retour des paras en Afrique et cela s'est admirablement bien passé. Il faut insister sur cet élément, car certaines craintes pointaient après les événements du Rwanda.

Quant au programme pour l'intégration des militaires dans un gouvernement armé, il a été développé durant la réflexion stratégique. Il prévoit l'accueil des militaires retenus dans un certain nombre de centres de brassage et de recyclage. Ceux-ci sont identifiés et localisés par les Congolais eux-mêmes.

Dans ces centres de brassage et de recyclage sont données une série de formations à la tactique militaire: discipline, ordre, droits de l'homme, organisation. Par la suite, les militaires seront mutés vers une nouvelle structure territoriale. Dans ce cadre, les autorités congolaises ont demandé à la Belgique de former des instructeurs dans le courant du second semestre 2004, après quoi ces instructeurs seront à leur tour responsables du recyclage dans les brigades territoriales. C'est ainsi que nous nous préparons à dispenser une formation qui commencera début août, pour une durée de six semaines, à 250 candidats instructeurs. Une trentaine d'instructeurs belges seront déployés. Vous savez que j'ai accéléré la deuxième phase. Elle était prévue dans le courant du mois de septembre, nous commencerons début août. Une phase est prévue mais nous évaluerons la situation afin de savoir s'il y en aura une deuxième, l'objectif étant effectivement l'instruction des formateurs.

Les autorités congolaises avaient également planifié une réunion la semaine dernière au cours de laquelle une aide pour ce projet serait demandée à tous les pays de la communauté internationale intéressés. Il est évident que quand la situation est instable, comme elle l'apparaît encore, cela ne rassure pas les autres pays ni ne les encourage à s'engager à nos côtés dans la deuxième phase. Nous répétons aux autorités congolaises, lors de leur passage en Belgique

Concreet hebben we het volgende reeds bereikt. Op het einde van vorig jaar hebben we een gemengde brigade gevormd, de eerste geïntegreerde Congolese brigade. Deze brigade is een "prototype" omdat het de eerste keer is dat een dergelijke brigade werd opgericht. Ze moest worden opgeleid voor vredeshandhavingsoperaties.

De Congolezen hebben voor die opleiding drie batalions Kisangani gekozen. Zij stonden in voor het eerste gedeelte - het verzamelen en vervolgens werden de soldaten naar ons gestuurd om die specifieke opleiding te volgen.

De opleiding is in januari gestart en liep op het geplande tijdstip ten einde. Het was belangrijk dat men zich aan de afgesproken termijnen zou houden. De bevolking wilde dat wij langer ter plaatse zouden blijven, maar wij hebben dat geweigerd om onze waardigheid niet op het spel te zetten en omdat wij geen mandaat hadden om elders in het land in te grijpen.

Voor de para's was die door hen verstrekte opleiding ook een primeur, en dat experiment is uitstekend verlopen.

Het programma voor de integratie van de militairen werd tijdens de strategisch reflectie uitgewerkt. De Congolezen staan zelf in voor de opvang van de militairen in de omscholingscentra.

In die centra worden opleidingen militaire strategie gegeven (orde, mensenrechten, organisatie). Na hun opleiding worden die soldaten territoriale structuur ondergebracht. In dat kader vroeg Congo aan België instructeurs op leiden, die op hun beurt verantwoordelijk zullen zijn voor de omscholing van de territoriale brigades. We bereiden ons dus voor op de opleiding van 250 ou sur place, qu'il faut absolument persévérer dans la transition mais avec un maximum de stabilité.

La restructuration et l'intégration des Forces armées doivent aller de pair avec un programme de démobilisation et de désarmement des ex-combattants qui n'auront, bien entendu, pas de place dans la nouvelle armée. De plus, ces personnes démobilisées devront obtenir une aide pour leur reclassement dans la société. La Défense est active dans ce domaine en collaboration avec le SPF des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement. Grâce aux efforts qui ont été déployés, le texte du plan national pour la démobilisation, le désarmement et la réinsertion (le PNDDR) a été élaboré, mais il a fallu insister pour y parvenir.

De plus, une structure a été établie pour le planning et l'exécution du processus d'intégration des forces armées.

Comme vous l'avez rappelé, la première étape est la formation qui, je suis d'accord, est aussi un investissement sur le long terme. Le partenariat comprend l'investissement sur le long terme, à savoir la formation à l'Ecole royale militaire, ainsi que des investissements ponctuels en formation. Il y a aussi ce que nous avons réalisé sur place, à savoir la formation de la brigade qui constitue un partenariat dur; de plus, il existe des structures de partenariat plus légères avec la formation des formateurs. Ce que nous allons également ajouter, c'est l'envoi d'équipes de reconnaissance pour la réhabilitation de certaines infrastructures destinées à la formation ou à la santé militaire, en partant du principe que les installations de santé pour les militaires doivent aussi servir pour les civils. Nous allons agir comme nous avons travaillé au Bénin et à Kisangani, Kisangani précisément où, à côté de notre opération de formation, nous avons réhabilité un grand nombre de locaux scolaires et de pavillons de l'hôpital civil et creusé des puits; nous voulons réaliser cette coopération civile et militaire en d'autres endroits.

En ce qui concerne la formation à l'Ecole royale militaire, un nouveau groupe d'étudiants, identique en nombre aux précédents groupes, arrivera l'année prochaine. De plus, des formations plus spécifiques seront données pour d'autres personnes. J'ouvre ici une parenthèse: quand je suis allé à Kisangani, l'homme qui donnait la formation au déminage et à la détection des munitions explosives aux Congolais était venu se former en Belgique, preuve que l'on avait déjà introduit des formations pour formateurs.

Dans le document remis au Conseil des ministres mais qui peut, bien entendu, être transmis aux membres de la commission, sont effectivement prévues les pistes pour la formation des formateurs, la décision et les annonces pour la rénovation de certaines infrastructures; je viens de vous en communiquer, en quelque sorte, un résumé.

Les unités formées à Kisangani sont toujours dans la région aujourd'hui. On continue à les équiper. Quand je dis "on", ce n'est pas la Belgique. La Belgique a fourni des véhicules (camions, jeeps), de l'équipement individuel et des équipements de transmission, mais pas d'armes. Il faut que les Congolais complètent cet équipement. Pour le paiement, cela revient sans cesse et nous le répétons aux responsables, nous insistons partout où nous le pouvons pour que

gedurende instructeurs, zes weken, vanaf augustus. Daartoe zullen zo'n dertig Belgen worden ingezet. Ik heb de tweede fase dus versneld, zodat die begin augustus van start zal gaan, in plaats van begin september. Voor we een tweede fase aanvatten, zullen we fase één evalueren.

De Congolese overheid vroeg de geïnteresseerde landen in de loop van vorige week hulp voor dat project. Onstabiliteit, zoals die vandaag in Congo bestaat, is niet van aard om de andere landen gerust te stellen, laat staan ze aan te zetten om mee te werken aan de tweede fase. Het is absoluut noodzakelijk dat Congo doorgaat met de overgang, in zo stabiel mogelijke omstandigheden.

herstructurering van de krijgsmacht moet gepaard gaan met de demobilisatie en de ontwapening van de ex-strijders. Daarnaast moeten zij hulp krijgen hun reïntegratie in maatschappij. Op dat terrein werkt Defensie samen met de FOD Buitenlandse Zaken. Er werd een nationaal plan voor demobilisatie, de ontwapening en de reintegratie (PNDDR - Plan national pour la démobilisation, désarmement réinsertion) et uitgewerkt.

bestaat ook Daarnaast een structuur voor de planning en de uitvoering van de integratie van het leger.

Het partnerschap bestaat dus enerzijds uit investeringen op lange termijn, zoals de opleiding in de Koninklijke Militaire School, en anderzijds uit gerichte opleidingen. Daarnaast is er de opleiding van de brigade en de opleiding van de instructeurs. Er zullen ook ploegen worden gestuurd om de militaire scholen hospitalen en herstellen, zoals dat in Benin en in Kisangani al gebeurde, waar ook waterputten werden gegraven; we willen dat soort samenwerking ook ces militaires soient payés, non seulement ceux-là mais aussi les autres, et qu'ils le soient de manière régulière, pour éviter tout dérapage.

Une partie de ces militaires que nous avons formés à Kisangani vont être renvoyés vers Kinshasa pour devenir les futurs instructeurs. La décision de mettre en œuvre cette brigade unifiée dans l'est du Congo appartient aux autorités congolaises. Elles avaient cette volonté mais j'ignore si elles l'ont mise en œuvre au moment où je vous parle, compte tenu des autres éléments d'équipement qui ne sont peut-être pas encore tout à fait au complet.

01.03 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, je remercie le ministre de ces précisions. Nous devons bien sûr poursuivre notre coopération militaire au Congo mais il faut le faire avec circonspection, ce que le gouvernement semble faire. En effet, la situation est extrêmement volatile et précaire. Le ministre a bien fait de le rappeler à la fin de sa réponse: il est très important de veiller au paiement effectif des unités militaires armées et de les encadrer pour éviter qu'elles ne soient encore plus efficaces qu'avant dans le pillage et l'exaction.

En ce qui concerne la démobilisation, monsieur le ministre, j'ai déjà eu l'occasion de le dire à vous ou à M. Michel, une voie naturelle d'occupation des gens démobilisés est leur intégration dans des unités d'entretien des infrastructures routières. Il faut les démobiliser avec leurs chefs actuels qui sont des chefs naturels et peut-être même leur laisser un uniforme, certainement pas des armes, leur donner des pelles et les outils nécessaires pour assurer le travail. Il faut, bien entendu, une contribution de la Banque mondiale. Je sais qu'il existait des réticences à la Banque mondiale mais je crois que c'est la façon la plus utile, la plus immédiate et la plus naturelle

op andere plaatsen vorm geven.

Volgend jaar verwelkomt de Koninklijke Militaire School een nieuwe groep studenten. Anderen zullen meer specifieke opleidingen krijgen.

In het document dat ik de Ministerraad voorlegde, maar dat ook aan de commissieleden kan worden bezorgd, vindt u details in verband met de opleiding van de instructeurs en de renovatie van bepaalde gebouwen. Ik gaf u daarvan zonet een samenvatting.

De in Kisangani opgeleide eenheden verblijven nog steeds in en worden verder regio uitgerust. België leverde voertuigen en individuele uitrustingen, maar wapens. geen Congolezen zullen voor de overige uitrusting zorgen. We vragen nadrukkelijk dat de militairen worden regelmatig zouden om ontsporingen te betaald, voorkomen.

Een aantal van de in Kisangani opgeleide militairen worden de toekomstige instructeurs. De Congolese overheid besliste die verenigde brigade in Oost-Congo in te zetten, maar ik weet niet of dat intussen ook is gebeurd.

01.03 François-Xavier de Donnea (MR): We moeten de militaire samenwerking omzichtig voortzetten. Het komt erop aan ervoor zorgen dat te gewapende militaire eenheden betaald en omkaderd worden en de gedemobiliseerde eenheden geïntegreerd worden in eenheden die instaan voor het onderhoud van de wegeninfrastructuur. De soldaten van die eenheden dragen een uniform, maar zijn niet gewapend.

Dankzij die demobilisatie kunnen de ex-soldaten hun waardigheid behouden, kan frustratie worden voorkomen en wordt het verkeer van goederen gegarandeerd. Ik

de

de

over

van

d'utiliser ces gens en préservant quelque peu leur fierté.

En effet, si on rejette ces gens dans la nature après qu'ils aient combattu, porté des armes et l'uniforme, on risque de créer énormément de frustrations et de les encourager à se livrer à des exactions et des pillages pour survivre, mais aussi pour satisfaire des besoins qu'ils ont pu aisément satisfaire lorsqu'ils se trouvaient sous les armes.

La voie naturelle la plus simple est de démobiliser globalement certaines unités et de les affecter à des travaux d'infrastructure. A mon avis, la seule façon de permettre à l'Etat de réassurer sa présence sur tout le territoire est de rétablir les infrastructures. C'est aussi le seul moyen d'assurer la circulation des produits et, espéronsle, de transporter, dans quelques mois, les urnes et les observateurs des élections démocratiques.

Je pense savoir que c'est M. Michel qui gère ce dossier, je ne vous poserai pas de question à ce sujet, mais je voudrais vous faire part ici de ma préoccupation lorsque je vois les réticences de la Banque mondiale face à un tel projet. Tous ceux qui se sont rendus au Congo savent que 99% des routes congolaises sont en terre. La réfection de telles routes ne nécessite pas que l'on fasse appel à des ingénieurs chinois ou autres. Contrairement au petit tronçon asphalté entre Kinshasa et Matadi ou quelques routes au Shaba, toutes les routes sont en terre. Il suffit donc de main-d'œuvre, de pelles, de pioches et de quelques cailloux pour remettre rapidement ces routes en état.

Je n'en dirai pas plus, mais il est important que nous puissions, si possible dans le cadre d'une commission mixte Chambre-Sénat. suivre régulièrement l'évolution de la situation dans ce pays. C'est dans l'intérêt du parlement mais aussi du gouvernement de maintenir ce dialogue sur une opération qui est essentielle, mais qui reste excessivement délicate pour toutes les raisons que le ministre a rappelées.

L'incident est clos. Het incident is gesloten. We zouden de evolutie van de toestand kunnen volgen in het

zorgen

Wereldbank met betrekking tot dit

maak

me

terughoudendheid

kader gemengde van een commissie met de Senaat.

02 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "de rekruteringen voor de Belgische krijgsmacht" (nr. 3235)

02 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "les recrutements pour l'armée belge" (n° 3235)

02.01 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u zult het met me eens zijn dat de Belgische krijgsmacht in het verleden herhaaldelijk kampte met rekruteringsmoeilijkheden. U hebt een aantal initiatieven genomen om dit weg te werken. Ik denk onder meer aan versnelde rekruteringen, de defensiehuizen in de een opwaardering van het loon, provincies, de promotiecampagnes, de videofilmpies waarin de militairen dagelijks werden gevolgd, onder meer op VTM. Deze initiatieven konden de instroom van jonge militairen helpen bevorderen. Desalniettemin stellen we vast dat de gemiddelde leeftijd van de militairen nog steeds veel te hoog ligt.

In dit verband had ik graag een antwoord op de volgende vragen.

02.01 Hilde Vautmans (VLD): Les Forces armées belges rencontrent des difficultés recrutement depuis longtemps déjà. En dépit de différentes initiatives de recrutement de la Défense, l'âge moven militaires reste trop élevé.

Quel est l'état du dossier du recrutement des volontaires de carrière au 1er juin 2004? La clé de répartition linguistique de candidats néerlandophones pour Ten eerste, wat is de stand van zaken met betrekking tot de rekrutering van beroepsvrijwilligers op 1 juni 2004? Kan de verdeelsleutel 60N/40F gerespecteerd worden? Welke verwachtingen hebt u voor de rekrutering van officieren en onderofficieren voor volgend academiejaar?

Ten tweede, wordt er overwogen om bij de rekrutering van militairen nog meer samen te werken met de privé-sector dan thans het geval is? Vorige week heb ik een artikel in de krant gelezen over een opgevoerde samenwerking met de VDAB. Hoe ver staat dit? Loopt dit over heel Vlaanderen, of werkt men met proefprojecten? In hoeverre werd werk gemaakt van de erkenning van diploma's behaald in de privé-sector en vice versa? We hebben hierover gediscussieerd. Ik hoop dat men dit nog doordrijft omdat het, mijns inziens, een troef en een hele stimulans kan zijn indien jongeren die bij de krijgsmacht zijn binnengetreden na een aantal jaren actieve dienst met een beter diploma op zak kunnen terugkeren naar de privé-sector.

Last but not least kom ik tot een van mijn stokpaardjes. Hoe ver staat Landsverdediging inzake de implementatie van het gemengd statuut? Het gemengd statuut is, mijns inziens, een van de belangrijkste elementen om de krijgsmacht in de toekomst gezond te houden. Ik weet dat een ontwerp reeds een aantal jaren circuleert en dat er reeds vooruitgang werd geboekt. Het ontwerp is echter nog steeds niet ingediend. Wat is de stand van zaken? Kunnen we het ontwerp nog dit jaar verwachten of is dit om een aantal redenen niet haalbaar?

Ik denk, mijnheer de minister, dat een gezonde leeftijdspiramide de essentie is van een dynamische, snel inzetbare en flexibele krijgsmacht. Ik zou dan ook graag een antwoord hebben op mijn vragen.

02.02 Minister André Flahaut: Mijnheer de voorzitter, ik heb hier een tabel voor de leden van de commissie. Die tabel herneemt de gegevens per categorie voor de gevraagde periode.

Inzake de categorie van de beroepsvrijwilligers wordt de taalverdeelsleutel in grote lijnen gehaald. Wat betreft de rekruteringsverwachtingen van de officieren en onderofficieren kan er gezegd worden dat de selectieprocedure nog lopend is maar dat, gezien het grote aantal postulanten, de doelstelling ook waarschijnlijk gehaald zal worden. Ik neem de cijfers voor onderofficieren bijvoorbeeld. Wij hebben 309 vacatures en wij hebben voor die posten bijna 2.500 postulanten, 1.076 Nederlandstaligen en 1.439 Franstaligen. Voor de officieren hebben wij 313 plaatsen. Er zijn 1.170 postulanten, waarvan 600 Nederlandstaligen en 500 Franstaligen. Er zijn 424 plaatsen voor vrijwilligers en 4.074 postulanten voor die plaatsen. Het resultaat was 318 personen, waarvan 167 Nederlandstaligen en 151 Franstaligen. Ik heb hier al de cijfers.

Er bestaat nu reeds een nauwe samenwerking met de burgersector voor de wervingscampagnes, de aankoop van mediaruimte, publiciteit en advies van experts. Het departement Defensie is van plan dat in de toekomst te blijven doen. Wij hebben ook een akkoord met diverse sectoren, bijvoorbeeld met de veiligheidssector.

Het departement organiseert jaarlijks rekruteringen volgens diploma.

40 francophones est-elle respectée? A quoi la Défense s'attend-elle pour l'année prochaine? La coopération avec le secteur privé sera-t-elle renforcée, notamment avec le VDAB? S'occupe-t-on de la reconnaissance des diplômes du secteur privé par les Forces armées? Qu'en est-il de la mise en oeuvre du statut mixte? Pourra-t-il encore être instauré cette année?

02.02 André Flahaut, ministre: Je communiquerai à la commission un tableau comprenant les données par catégorie. Pour les volontaires de carrière, la clé de répartition linguistique a généralement été respectée. En ce qui concerne les officiers et les sousofficiers, la procédure de sélection est toujours en cours mais, selon toute probabilité, l'objectif fixé sera atteint. Pour les sous-officiers, il y a 309 postes vacants et 2.512 candidats, dont 1.439 francophones et 1.076 néerlandophones. Pour les officiers, il y a 313 postes vacants et 1.170 candidats, dont 573 francophones et 597 néerlandophones. Enfin, pour volontaires de carrière, 318 postes des 424 emplois vacants ont déjà été pourvus par 151 candidats francophones et 167 candidats néerlandophones.

Het zijn wervingen voor sollicitanten die houder zijn van een diploma hoger onderwijs. De kandidaten, bijvoorbeeld verpleegkundigen, ingenieurs enzovoort, zijn vrijgesteld van de professionele vorming. Bij andere wervingen kunnen kandidaten die houder zijn van bepaalde diploma's, tijdens hun professionele vorming geheel of gedeeltelijk vrijgesteld worden van vorming. Voorbeelden hiervan zijn ambulanciers, houders van bepaalde rijbewijzen enzovoort. Hieruit blijkt dat het departement wel degelijk verschillende diploma's uit de burgerlijke sector erkent.

Het wetsontwerp houdende het statuut van het personeel van het ministerie van Landsverdediging met gemengde loopbaan dient, onder invloed van de invoering van de eenheidsstructuur en het stuurplan, aangepast te worden aan de vermindering van de behoefte aan personeel. De actualisering van het ontwerp van statuut is nog bezig en een aangepast ontwerp wordt voorbereid.

Le texte du statut MCEM dont on parle depuis 1999 est en quelque sorte le monstre du Loch Ness. Il est inscrit dans le deuxième projet d'accord sectoriel. Je ne désespère pas de l'amener à l'ordre du jour de la commission à la rentrée parlementaire de cette année, mais "we zullen zien".

02.03 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer de minister, ik ben heel blij te horen dat we waarschijnlijk in oktober hier toch over het MCEMstatuut zullen kunnen discussiëren.

02.04 Minister André Flahaut: In september.

02.05 Hilde Vautmans (VLD): In september, als de Senaat het wetsontwerp goedkeurt, mijnheer de minister, want er is nog altijd niet over gestemd in de Senaat. Laten we hopen dat het september zal worden.

Mijnheer de minister, ik ben blij te vernemen dat u voor de rekruteringen zegt samen te werken met de privé-sector. Dankzij het MCEM-statuut - dat weet u zeer goed - zullen we ook voor de uitstroom samenwerken met de privé-sector. Daar ligt natuurlijk de sleutel van het succes van heel het verhaal. Men werkt niet alleen bij de instroom samen met de privé-sector, maar men kan ook voor de uitstroom van de militairen samenwerken.

02.06 Minister André Flahaut: Of met andere departementen.

02.07 Hilde Vautmans (VLD): Of met andere departementen, met andere overheidsdiensten. met de privé-sector. kiik

Aujourd'hui, la collaboration avec privés des partenaires secteurs des médias, de la publicité, de la consultance et de la sécurité ne pose déjà plus de problème. La Défense continuera de le faire. Il sera également procédé annuellement à des recrutements en fonction diplômes, dans le cadre desquels les candidats sont dispensés en tout ou en partie, de la formation professionnelle. Le département reconnaît donc bien les diplômes du secteur civil.

Le projet de loi relatif à la carrière mixte a dû être adapté à la réduction besoins des personnel en raison de la mise en place de la structure unique et de la mise en œuvre du plan directeur. Un projet adapté est actuellement en préparation.

De tekst van het MCEM-statuut, waarover men het al sedert 1999 heeft, staat in het tweede ontwerp van sectorale overeenkomst. Ik hoop dat hij na het zomerreces van dit jaar op de agenda van de commissie wordt geplaatst.

02.03 Hilde Vautmans (VLD): J'attends l'automne avec impatience pour nous aue puissions examiner la version adaptée de ce projet.

verwachtingsvol uit naar het wetsontwerp.

02.08 Minister André Flahaut: Wij hebben een goede samenwerking met Justitie, bijvoorbeeld voor het veiligheidskorps. Er zit vandaag meer dan 200 personen in het veiligheidskorps. Dat is een goed resultaat. Ik heb ook mijn ideeën voor Binnenlandse Zaken of Buitenlandse Zaken.

02.08 André Flahaut, ministre: A cet égard, la collaboration avec le SPF Justice ainsi qu'avec les départements de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Coopération au développement est fructueuse.

Het incident is gesloten. L'incident est clos.

03 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "de toestand van de Belgische militaire kerkhoven" (nr. 3236)
- mevrouw Frieda Van Themsche aan de minister van Landsverdediging over "de erbarmelijke toestand van de militaire kerkhoven van Wereldoorlog I in de Westhoek" (nr. 3264) 03 Questions jointes de
- Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "l'état des cimetières militaires belges" (n° 3236)
- Mme Frieda Van Themsche au ministre de la Défense sur "l'état déplorable des cimetières militaires de la Première Guerre mondiale dans le Westhoek" (n° 3264)

03.01 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in de Vlaamse pers waren er op 22 juni, dus enkele dagen geleden, voor mij toch alarmerende berichten te lezen over de slecht publié des informations alaronderhouden Belgische militaire begraafplaatsen.

Ik weet wel dat uw ministerie pas sedert begin van dit jaar verantwoordelijk is voor het onderhoud van de militaire begraafplaatsen, maar ik heb de voorbije dagen wat opzoekingwerk gedaan wat mijn regio betreft, met name de provincie Limburg, en de situatie is daar eigenlijk niet zo alarmerend als in de krant was vermeld. In Limburg zijn er, denk ik, twee gemeenten waar er wel problemen zijn. De rest is tamelijk goed in orde.

Het eerste probleemgeval situeert zich in de gemeente Zolder waar enkele graven verloren gingen en een aantal andere sterk verwaarloosd werden, en waar volgens mijn informatie de samenwerking tussen gemeente en Defensie bijzonder moeilijk verloopt. Het tweede probleemgeval is in Halen, waar men nu blijkbaar op zoek gaat naar bijkomend geld om bijkomende inspanningen te doen voor het onderhoud. Naar verluidt zijn de overige militaire begraafplaatsen in de provincie tamelijk goed in orde. Er zou een contract zijn gesloten met een burgerfirma om het gras te maaien, het onkruid te wieden, enzovoort.

Wel rijst er naar verluidt een globaal probleem omtrent het zandstralen van de naamplaatjes. Blijkbaar zijn de naamplaatjes van de militairen in brons. Die zijn natuurlijk door weer en wind behoorlijk aangetast. Blijkbaar heeft men nog steeds geen goed systeem gevonden voor het efficiënt zandstralen van die naamplaatjes. Voor het onderdeel van de krijgsmacht in West-Vlaanderen, collega Chevalier, zou men op zoek zijn naar een aangepaste methode van zandstralen maar ik hoorde dat, wanneer die methode gevonden is, er misschien een probleem kan rijzen wat het budget betreft om deze overal toe te passen.

03.01 Hilde Vautmans (VLD): La presse flamande du 22 iuin 2004 a mantes au sujet du mauvais état des cimetières militaires belges, dont la Défense assure l'entretien depuis le début de l'année.

Mijnheer de minister, ik stel mijn vragen iets ruimer omdat deze aangelegenheid belang heeft voor heel Vlaanderen en niet alleen voor Limburg, hoewel ik als Limburgse uiteraard eerst op zoek ga naar plaatsen waar ik makkelijk toegang tot heb.

03.02 Minister André Flahaut: Ik ben federaal minister en mijn bevoegdheid beperkt zich niet tot Vlaanderen. Deze aangelegenheid betreft ook Wallonië; dat mag u niet vergeten. Defensie is een federale materie.

03.03 Hilde Vautmans (VLD): Toch nog voor even.

Mijnheer de minister, stemmen de mediaberichten over de slecht onderhouden begraafplaatsen met de werkelijkheid overeen? Wat wordt hieraan gedaan en binnen welk tijdsperspectief?

Welke budgettaire middelen worden besteed aan het onderhoud? Vallen die allemaal ten laste van het departement landsverdediging of heeft u hierover akkoorden gesloten met de verschillende gemeenten zodat deze een deel van het onderhoud voor hun rekening nemen?

Hoeveel personeelsleden zetten zich in voor het onderhoud van de militaire begraafplaatsen? Heeft u ook convenanten gesloten met de privé-sector voor het onderhoud ervan? Kunnen we er misschien aan denken om tijdens de vakantie een aantal actieven of reserven bij wijze van overgangsmaatregel in te zetten om ervoor te zorgen dat de toestand snel kan opgelost worden?

03.04 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, elke week rijden wij in de Westhoek voorbij kerkhoven met Amerikaanse, Britse, Ierse en Duitse gesneuvelden uit de Eerste Wereldoorlog. Telkens opnieuw zie ik hoe tientallen mensen, vooral Britse schoolkinderen of toeristen, met de nodige eerbied die kerkhoven bezoeken, hier en daar een bloem neerleggen of een ver familielid terugvinden. Die bezoekers worden in elk geval niet teleurgesteld. Zij betreden een prachtig onderhouden kerkhof en hun gesneuvelden worden zelfs na al die jaren nog steeds geëerd.

Dit in schril contrast met de begraafplaatsen waar onze landgenoten liggen. Vlamingen en Walen, dikwijls ongeletterde arbeiders en boeren die als kanonnenvlees in een waanzinnige oorlog gemanipuleerd werden. Ze moesten ten prooi aan honger, kou en ratten dikwijls dagen- en maandenlang in dezelfde modderige loopgraven de stellingen onderhouden en verdedigen. Ik vertoef wekelijks in de Westhoek, waar de weidsheid van het landschap mij rust en vrede brengt, maar voor die mensen moet het destijds wel zeer deprimerend zijn geweest.

Elk jaar op 11 november gaan we met onze kinderen naar leper en telkens zijn we daar onder de indruk van de duizenden poppies die de namen van de soldaten eren. Wij trachten met die bezoeken onze kinderen het nodige respect bij te brengen en terug te denken aan degenen die nooit kinderen of kleinkinderen konden koesteren.

Mijnheer de minister, iemand uit uw socialistische Vlaamse familie, met name minister Landuyt, opperde de idee om in juni de toeristen in de Westhoek te verwelkomen door de wegbermen van de snelwegen

03.03 Hilde Vautmans (VLD): Les informations parues dans la presse sont-elles exactes? Quelles mesures sont-elles envisagées? Quels effectifs et sont-ils movens budgétaires affectés l'entretien? Des militaires peuvent-ils également être mobilisés à cette fin?

03.04 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Les cimetières militaires britanniques, américains et allemands sont parfaitement entretenus dans le Westhoek. Ce n'est pas le cas des lieux où reposent des soldats flamands et wallons, ce qui témoigne d'un manque de respect à l'égard des soldats tombés au front. Quelles mesures va-t-on prendre pour remédier à cette situation? De quel budget et de quels effectifs dispose-t-on pour l'entretien de ces cimetières? Des organisations de volontaires peuvent-elles être associées à la gestion de ces lieux?

naar leper te bezaaien met klaprozen. Welnu, ik kan u verzekeren dat de wegbermen rood bloeien. Op de Belgische kerkhoven evenwel zal er nooit een klaproos bloeien. Daarvoor moet de aarde immers worden omgewoeld, wat al jaren niet meer gebeurt. Ik heb informatie ingewonnen bij mensen die daar verantwoordelijk zijn. Er wordt niet meer gespit, de kerkhoven worden zeer slecht onderhouden. De Britse begraafplaatsen bijvoorbeeld worden onderhouden door een man voor amper drie sites. Wij moeten het stellen met een voltijdse kracht voor elf sites tenminste, als de kazernes eerst opgekuist zijn en er dan nog tijd over is. Deze situatie duurt al jaren.

Mijnheer de minister, u hebt woest en verontwaardigd gereageerd toen de Amerikanen neerbuigend over de paraatheid van het Belgisch leger spraken, maar misschien hadden die Amerikanen net kerkhoven bezocht. Wie zijn doden niet eert, heeft eigenlijk maar weinig respect voor de levenden. Waren het niet dikwijls Vlaamse soldaten die de dood werden ingejaagd door Nederlandsonkundige Franstalige officieren en nadien aan Koning Albert vroegen: "Ziehier ons bloed, wanneer ons recht?" Mijnheer de minister, wanneer krijgen ze van u het recht op een degelijk onderhouden laatste rustplaats?

Ik heb ten slotte nog een citaat uit Knack van deze week, waarin staat dat een mobiele tuinbrigade in opdracht van de Commonwealth War Graves Commission voor de bloemen op de kleinere kerkhoven in de Somme-streek zorgt. Zij doen dat trouwens ook bij ons. Ik citeer: "Dat gebeurt met zo veel overtuiging dat het lijkt alsof de doden hier minder dood zijn dan elders".

Vandaar ook mijn vragen. Werden reeds maatregelen genomen om deze schandelijke toestanden te verhelpen? Zo ja, de welke? Zo neen, waarom niet? In welk budget is voorzien voor het onderhoud van de kerkhoven? Hoeveel werkkrachten zijn er gepland voor dit onderhoud? Is er misschien een mogelijkheid om een vrijwilligersorganisatie in het beheer van deze begraafplaatsen te betrekken? Ik kan u misschien een kleine hint geven. In Stekene is er een erepark voor Oostfrontsoldaten dat reeds sinds het einde van de oorlog door privé-initiatief perfect wordt onderhouden.

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

03.05 Minister André Flahaut: Mijnheer de voorzitter, de informatie verschenen in de pers over de slechte staat van de militaire begraafplaatsen is correct. Landsverdediging heeft het beheer van de begraafplaatsen pas op 1 januari 2004 overgenomen. januari 2004 werden verschillende meerjarencontracten voor drie jaar voor het onderhoud van de begraafplaatsen aan burgerfirma's toegewezen. De inwerkingtreding van deze contracten heeft wat vertraging opgelopen ten gevolge van de noodzakelijke budgettaire goedkeuringsprocedure. Aangezien de problemen voor het merendeel zijn opgelost, kunnen de burgerfirma's op korte termijn starten met het onderhoud.

Het budget binnen Landsverdediging voor de jaargang 2004 bedraagt 625.000 euro. Het aantal ingezette personeelsleden belast met het onderhoud wordt overgelaten aan het initiatief van de betrokken burgerfirma's. Gezien het onderhoud door middel onderhoudscontracten met burgerfirma's gebeurt, blijkt een tussenkomst door burgerverenigingen niet onontbeerlijk.

03.05 André Flahaut, ministre: Les informations parues dans la presse sont exactes. La Défense n'assure la gestion des cimetières que depuis le 1^{er} janvier 2004. Ce même mois, plusieurs contrats d'entretien ont été attribués à des firmes civiles pour une durée de trois ans. L'entrée en vigueur des contrats a pris du retard en raison de la procédure d'approbation budgétaire. Les entreprises pourront retenues commencer prochainement à assurer les travaux d'entretien. Pour 2004, un budget de 625.000 euros a été prévu à cet effet à la Défense. L'effectif mis en œuvre dépend Desalniettemin worden in het kader van het cultiveren van de herinneringen mogelijkheden tot samenwerking bestudeerd, onder andere met jongeren en/of jongerenbewegingen.

Je voudrais dire que je trouve regrettable, pour ne pas dire lamentable, qu'après autant d'années durant lesquelles les cimetières se trouvaient dans un état désastreux et alors que le département de la Défense a commencé à prendre les choses en main, on ait droit à une grande photo et quatre colonnes dans un journal pour en dénoncer l'état déplorable. Je trouve cela un peu facile. Vous verrez qu'il faudra encore beaucoup de temps pour rétablir la vérité. Le problème de ces cimetières est qu'ils portent le titre de cimetières militaires.

Jusqu'au 1er janvier 2004, ils dépendaient du département de l'Intérieur. Nous avons reçu de ce département un transfert de dotation de 550.000 euros que j'ai déjà augmenté de 75.000 euros pour l'entretien des cimetières. Que les choses soient claires: les cimetières anglais sont gérés par les Anglais, les cimetières américains sont gérés par les Américains et les cimetières français sont gérés par les Français. La dotation concerne les cimetières militaires belges en Belgique mais aussi à l'étranger, il y en a un ou deux en France, et il faut aussi identifier certains monuments et certaines tombes isolées dans des cimetières de villages.

La première chose fut d'établir un inventaire afin de savoir de quoi on parlait. La deuxième chose était de parer au plus pressé, d'où le passage par des firmes privées. Je ne vous cacherai pas que c'est parce qu'il y avait urgence que nous avons travaillé de la sorte. Moi qui suis un municipaliste convaincu, je trouve qu'avoir de bonnes conventions avec les communes est la meilleure façon d'assurer un entretien régulier des cimetières. Mais comme je suis aussi pour le devoir de mémoire et la vigilance démocratique, je crois qu'il est possible de développer des actions intéressantes avec des associations de jeunesse et le département de la Défense pour réhabiliter certains monuments, pour réhabiliter certains cimetières, pour trouver une solution aux plaques qu'il faut installer.

Je compte effectivement faire apposer sur les plaques de toutes les tombes des militaires une mention selon laquelle l'entretien est assuré par le département de la Défense belge, en collaboration avec les services communaux. Je veux que les gens soient fiers de l'entretien qu'ils apportent à ces cimetières et à ces tombes.

Ce dossier a été examiné et traité en urgence. Pour l'instant, il est réexaminé afin de déterminer si on ne peut amener certaines associations de réservistes, avec des anciens combattants mais des

évidemment des entreprises concernées elles-mêmes.

Etant donné que des entreprises secteur privé assurent désormais l'entretien, l'intervention des associations de bénévoles n'est nécessaire. Nous pas étudions toutefois la possibilité d'une collaboration avec mouvements de jeunesse, notamment, pour perpétuer ainsi le souvenir des horreurs de la guerre.

De militaire kerkhoven hebben zich gedurende iaren in een erbarmelijke toestand bevonden en net op het ogenblik dat het departement Landsverdediging de zaak in handen neemt maakt men ziin beklag over de lamentabele staat waarin ze verkeren. Ik vind dat een beetje gemakkelijk. Tot 1 januari 2004 vielen ze onder de bevoegdheid van het departement Binnenlandse Zaken. We hebben van dit departement een dotatie 550.000 euro ontvangen waarbii ik reeds 75.000 euro gevoegd heb. De dotatie is voor de Belgische bestemd militaire begraafplaatsen zowel in België als in het buitenland.

Op de eerste plaats heeft men een inventaris moeten opstellen. De hoogdringendheid rechtvaardigde de inschakeling van privé-firma's. Ik denk dat het departement Landsverdediging samen met jeugdverenigingen een boeiende initiatieven kan opzetten om diverse gedenktekens en kerkhoven weer in goede staat te brengen.

Ik ben van plan om op alle gedenkplaten van alle militaire grafstenen de vermelding te laten aanbrengen dat het onderhoud ervan verzekerd wordt door het Belgische departement Landsverdediging in samenwerking met de gemeentediensten.

jeunes également, à prendre en charge certains monuments, certaines tombes, pour faire en sorte qu'ils ne deviennent pas de vieilles pierres en dessous de vieilles herbes mal tondues. J'ignore s'il faut planter des coquelicots, mais au mois de novembre, je n'en ai jamais vu!

03.06 Robert Denis (MR): Monsieur le président, je voudrais faire une suggestion au ministre.

Le président: En principe, vous ne pouvez pas mais comme nous sommes peu nombreux, je vous y autorise.

03.07 Robert Denis (MR): Monsieur le ministre, si vous impliquez les communes dans l'entretien des tombes, je crois qu'il ne faudrait pas d'office leur payer une redevance pour l'entretien mais vérifier d'abord si le travail est bien fait et demander éventuellement que soit jointe à la facture, chaque année, une photo de l'entretien effectué.

Nous connaissons beaucoup de cas où des communes ont été - via des legs - chargées d'entretenir des tombes mais où cela ne se fait pas.

03.08 André Flahaut, ministre: Si une caserne ou un quartier militaire sont situés sur le territoire de la commune, il est évident que le commandant de quartier doit avoir dans ses attributions la surveillance de l'entretien du cimetière de la commune ou des tombes militaires de la commune où il se trouve - en bonne entente avec le bourgmestre.

Par ailleurs, les commandants de province qui vont bientôt s'occuper exclusivement de cette tâche auront également pour mission d'aller veiller dans leur province au respect de l'entretien pour les victimes militaires, les combattants et les victimes de guerre en général qui dépendent du département de la Défense.

Enfin, j'ajouterai un dernier élément tiré de mon expérience. Il y avait à Chastre – commune du Brabant wallon, veuillez m'en excuser – une nécropole construite suite à la bataille de Gembloux. Des militaires français, marocains, sénégalais, algériens y sont enterrés. Dans un premier temps, la gestion de cette nécropole avait été confiée à la commune de Chastre par le gouvernement français. Tout se passait très bien. Un jour, un autre gouvernement français a décidé qu'il reprenait d'office la gestion de tous les cimetières. Ce fut une catastrophe car l'entretien n'était pas effectué. On a donc remis cette charge à la commune et les choses se déroulent admirablement bien. Je crois qu'une redevance est payée à la commune par le gouvernement français, qui vérifie que l'entretien est bien effectué. Chaque tombe a sa rose rouge – je n'y suis pour rien.

Le **président**: Il y a donc des bonnes et des moins bonnes communes.

03.09 **Hilde Vautmans** (VLD): Mijnheer de minister, ik ben uiteraard zeer blij te horen over uw bekommernis voor die situatie. Ik kan alleen zeggen dat ik echt hoop dat er binnen een aantal maanden zichtbare verbeteringen zullen zijn. Zelfs als de privé-sector of de gemeenten niet dadelijk in actie schieten kunt u misschien binnen de militaire gemeenschap eens kijken naar een oplossing zodat de kerkhoven tegen 1 november toch opnieuw toonbaar en bezoekbaar zijn. Ik l'entretien des tombes, s'il apparaît

03.07 Robert Denis (MR): Als u gemeenten betrekt bij het onderhoud van de graven, denk ik dat we hen hiervoor niet zomaar moeten vergoeden, maar dat we eerst moeten nagaan of het werk wel goed werd uitgevoerd.

03.08 Minister André Flahaut: Als er op het grondgebied van de gemeente een kazerne is gelegen, de kwartiercommandant moet toezien op het onderhoud van de De militaire graven. provinciecommandanten moeten in hun provincie eveneens toezien op het onderhoud waarvoor het departement Landsverdediging verantwoordelijk is. Voor begraafplaats van Chastres, die afhangt van de Franse regering, is gebleken dat onderhoud door de gemeente de beste oplossing was.

03.09 Hilde Vautmans (VLD): Je me réjouis d'entendre que le ministre se préoccupe de ce dossier et j'espère que les choses s'amélioreront. Le cas échéant, l'armée doit veiller elle-même à meen dat dit een belangrijk signaal zou zijn voor alle familieleden van de slachtoffers.

03.10 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Mijnheer de minister, eerst en vooral, respect voor de doden telt, of het om burgerslachtoffers of om soldaten gaat, zelfs al zijn wij tientallen jaren verder.

Ik kan mij van enkele jaren geleden wel nog herinneren dat onder andere de loopgraven onder de IJzertoren in Diksmuide onderhouden werden door het IJzerbedevaartcomité. Men wilde ze toen ook volledig overnemen, maar daar is een gevecht om geweest en zij zijn overgegaan in de handen van Binnenlandse Zaken en zij zijn minder onderhouden dan wanneer zij bij ons zouden gebleven zijn.

Ik wil ook nog iets zeggen over die klaprozen. Welke bloemen u ook op hun graf zet, maakt niet uit. Maar, mijnheer de minister, als u naar de Westhoek komt, weet u toch dat men daar zegt: "In Flanders fields the poppies grow." Dat is de symboliek die daar achter zit. Op 11 november zal ik met zeer veel plezier de uitnodiging aannemen van iemand die ik ontmoet heb in militaire kringen en wij zullen ons laten rondleiden op die kerkhoven. Dan zullen wij meteen ook weten in hoeverre die kerkhoven onderhouden worden.

que les entreprises privées ne sont pas en mesure de présenter rapidement des résultats.

03.10 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Le respect des morts est essentiel. Dans ce cadre, les coquelicots revêtent une grande valeur symbolique. Le département de l'Intérieur d'ailleurs moins bien entretenu les tranchées de Dixmude que le comité du pèlerinage de l'Yser. Nous espérons que tout y rentrera dans l'ordre d'ici au mois de novembre.

Het incident is gesloten. L'incident est clos.

Le président: La question n°3292 de Mme Zoé Genot est transformée en question écrite.

04 Question de Mme Josée Lejeune au ministre de la Défense sur "les conditions pécuniaires liées au déploiement de troupes en temps de paix" (n° 3250)

04 Vraag van mevrouw Josée Lejeune aan de minister van Landsverdediging over "de geldelijke bepalingen met betrekking tot het inzetten van troepen in vredestijd" (nr. 3250)

04.01 Josée Lejeune (MR): Monsieur le ministre, ma question s'articule autour de l'arrêté royal du 6 juillet 1994 qui prévoit les dispositions pécuniaires liées aux différentes formes d'engagement opérationnel en temps de paix. Celles-ci sont au nombre de quatre: le maintien de l'ordre, l'observation et la protection, l'engagement armé passif et l'engagement armé actif. À chacun de ces engagements correspond un coefficient multiplicateur de l'indemnité journalière des militaires engagés.

En fait, monsieur le ministre, dans la pratique, le coefficient 2 a pu être octroyé aux militaires chargés du ramassage de fuel échoué sur les plages ainsi qu'aux troupes de génie déployées pour la construction d'une piste au Bénin. En dépit du fait que les militaires de l'opération "Avenir" à Kisangani devaient porter leur arme en permanence afin d'assurer leur propre protection, ils ne bénéficiaient toutefois que du coefficient 2 correspondant à un engagement d'observation. Il semblerait que, récemment, le détachement des agents de sécurité à Kigali chargé de la protection du personnel diplomatique ait vu son coefficient passer de 4 à 3.

Si sur le plan administratif, les catégories de l'arrêté royal de 1994 offrent une solution confortable, force est de constater malheureusement que, dans la pratique, ce système engendre des

04.01 Josée Lejeune (MR): De geldelijke bepalingen voor de verschillende vormen van operationele inzet in vredestijd staan in het koninklijk besluit van 6 juli 1994. De dagvergoeding van de militairen betrokken wordt vermenigvuldigd met de bij de betreffende inzet behorende coëfficiënt.

De coëfficiënt blijkt echter niet altijd aangepast aan de reële situatie. Dat is bijvoorbeeld het geval voor de opdrachten in Benin, Kisangani en Kigali. Dat is frustrerend, omdat er rekening wordt gehouden met het reëel risico dat de militairen bij de uitvoering van hun opdracht lopen.

Is het niet beter dit koninklijk besluit te wijzigen.

frustrations, dans la mesure où on ne tient pas compte du risque réel auquel les militaires sont exposés au cours de leur mission. Ne pensez-vous pas qu'il serait opportun de réformer cet arrêté royal? J'aimerais connaître votre analyse et votre sentiment sur cette proposition de réviser cet arrêté royal.

04.02 André Flahaut, ministre: Monsieur le président, l'arrêté royal du 18 mars 2003 détermine les droits pécuniaires du militaire dans une sous-position spécifique.

Le militaire en service actif peut se trouver dans une des souspositions suivantes: soit "en formation", soit "en service normal", soit "en service intensif", soit "en assistance", soit "en engagement opérationnel". Des droits pécuniaires différents sont liés à chacune de ces sous-positions. Dans les sous-positions "en assistance" ou "en engagement opérationnel", en plus des allocations, une indemnité est accordée qui est calculée suivant un montant journalier déterminé, multiplié par un coefficient.

La sous-position arrêtée pour les missions en question était "en assistance hors du territoire national". Le seul coefficient lié à cette sous-position est le coefficient 2. Pour des militaires placés dans la sous-position "d'engagement opérationnel", plusieurs coefficients sont possibles en fonction de la forme d'engagement. Ces formes d'engagement tiennent compte du genre et du caractère de dangerosité de la mission. Le détachement des agents de sécurité à Kigali est un exemple d'utilisation de cette sous-position.

En ce moment, une étude est en cours afin de revoir la valorisation pécuniaire concernant les sous-positions et la nécessité éventuelle d'amender l'arrêté royal du 18 mars 2003. Cette étude repose sur trois piliers: l'éloignement, la pénibilité et la dangerosité. Ces trois piliers sont repris dans le projet d'accord sectoriel. Ce projet est actuellement en discussion avec le syndicat.

Au sein de la Défense, c'est le département de l'état-major "Opérations et entraînement" qui est chargé de cette tâche.

C'est vrai que c'est toujours le problème rencontré avec des textes aussi précis: vous êtes placé dans une catégorie et puis vous en changez.

Et justement, comme le contact direct existe à présent, je viens de recevoir un courriel d'un militaire qui me faisait remarquer qu'il se trouvait dans une unité à Kisangani, qu'ils étaient tous intégrés à une sous-position X, mais qu'ils ne pouvaient néanmoins pas sortir du cantonnement, qu'ils devaient être constamment armés et qu'ils étaient obligés d'utiliser des véhicules blindés pour circuler.

Il est prouvé que les différentes conditions relatives à l'exécution de la mission à Kisangani relevaient d'un autre classement. J'ai demandé que cette problématique soit examinée. Une décision sera vraisemblablement prise à ce sujet. Cela démontre que cet arrêté a ses limites. A un certain moment, on a dit que ceux qui se trouvaient au Bénin étaient en opérations. Non, ce n'était pas le cas, ils s'y trouvaient en formation. Tout cela donne autant de bâtons pour se faire battre par l'Inspection des Finances quand le dossier est proposé.

04.02 Minister André Flahaut: Volgens het koninklijk besluit kan een militair zich in een van de volgende deelstanden bevinden: in vorming, in normale dienst, in intensieve dienst, in hulpverlening of in operationele inzet. Aan elk deelstanden deze beantwoorden zekere geldelijke bepalingen.

De deelstand voor de missies waarnaar u verwees was hulpverlening buiten het nationale grondgebied" waaraan enkel de coëfficiënt 2 beantwoordt. Voor de militairen "in operationele inzet" gelden meerdere coëfficiënten in functie van de vorm die de inzet aanneemt. Deze vorm wordt bepaald door de aard en het gevaarlijke karakter van de missie. De detachering van veiligheidsagenten in Kigali illustreert de aanwending van deze deelstand.

Er wordt momenteel een studie gewijd de aan geldelijke herwaardering van de deelstanden. Het departement Training" "Operaties en of onderzoekt tevens het aangewezen is het koninklijk besluit van 18 maart 2003 te amenderen. Deze studie berust op pijlers: de afstand, moielijkheid en de gevaartegraad. Ze maken deel uit van het ontwerp van sectoraal akkoord waarover momenteel met de vakbonden onderhandeld wordt.

Het is juist dat de te precieze formulering het van besluit aanleiding geeft tot problemen. De omstandigheden plaatse ter stemmen niet altijd overeen met de aangenomen deelstand. Er moeten dus nuances worden aangebracht en het besluit moet herzien worden rekening houdend met onder meer de verwijdering en

de moeilijkheid van de opdracht.

Cette problématique doit être revue. Il faut prendre en compte les facteurs d'éloignement, de pénibilité, etc. Il est clair que la situation est différente pour celui qui fait de la formation à Kinshasa et pour celui qui effectue cette tâche à Kisangani, tout comme la situation est différente pour celui qui travaille pour l'attaché de la Défense à Cotonou et pour celui qui pioche sur une piste à 40° sous le soleil!

Il faut donner plus de souplesse à cet arrêté afin de pouvoir prendre une décision, tout en se réservant la possibilité de s'adapter à la situation vécue sur place et de tenir compte des spécificités de chacune des tâches.

Le problème provient du fait que l'on catégorise tout. Ainsi, on vous envoie au Bénin en partant du principe que l'on appartient à une catégorie déterminée quel que soit le travail effectué. Des nuances doivent être apportées tout comme c'est le cas en matière de négociations salariales.

04.03 Josée Lejeune (MR): Monsieur le président, je rejoins évidemment la réponse du ministre puisque, dans le texte de ma question, je formulais également la proposition de se baser sur un système où l'on mettait le risque en avant. Je crois que l'on aurait là la possibilité d'y impliquer SGR; suivant sa position, on pourrait peut-être déterminer si telle mission ou tel engagement est pris.

André Flahaut, ministre: On en tient compte! Une des décisions de Kigali repose précisément sur l'analyse sécuritaire de SGR.

04.05 Josée Lejeune (MR): Il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, pour le militaire, ce n'est pas toujours très clair en matière de sécurité. Je ne dis pas que la position du ministre n'est pas claire mais l'arrêté tel qu'on doit l'appliquer aujourd'hui ne donne pas toujours un éclaircissement au militaire partant en mission.

04.06 André Flahaut, ministre: Et les situations peuvent également changer!

04.07 **Josée Lejeune** (MR): Effectivement.

L'incident est clos. Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 11.41 heures. De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.41 uur. 04.03 Josée Lejeune (MR): Ik stel voor dat een regeling wordt goedgekeurd die in de eerste plaats op het risico stoelt. Daartoe zou men een beroep op de ADIV kunnen doen.

04.04 Minister André Flahaut: Dat gebeurt nu al.

04.05 **Josée Lejeune** (MR): Het huidig koninklijk besluit is niet erg duidelijk. Bovendien kan situatie in de praktijk veranderen. De militairen verkeren dus vaak enigszins in het ongewisse.